




Sarah El Haïry : « Le temps est venu de reconquérir les cœurs de notre jeunesse »

 leddv.fr/entretien/sarah-el-hairy-le-temps-est-venu-de-reconquerir-les-coeurs-de-notre-jeunesse-20230228

28 février 2023



Propos recueillis par Emmanuel Debono, rédacteur en chef du DDV

Entretien paru dans *Le DDV* n°689, hiver 2022

Avec des parents nés tous deux au Maroc, vous êtes le fruit de deux cultures mêlées. Pouvez-vous resituer cet héritage ?

Mes parents se sont rencontrés au Maroc où ils sont effectivement nés. Ils sont arrivés en France après leur majorité, se sont installés à Paris, une ville qui incarnait à leurs yeux une possible élévation sociale. Je suis née pour ma part dans le Loir-et-Cher. Mon père et ma mère n'ont pas eu peur de quitter la capitale pour s'installer à Romorantin-Lanthenay et travailler à l'hôpital. Ce choix de la mobilité m'a marquée, ainsi que leur foi en la méritocratie. Quand ils se sont séparés, ma mère nous a emmenés, mon frère et moi, vivre quelque temps à Rabat, au Maroc, où résidaient ses parents. J'étais encore enfant. J'ai grandi avec la richesse de deux cultures entremêlées et j'ai fait le choix d'aimer la France, sans pour autant m'opposer à mon autre culture. Je suis apaisée et ne fantasme en rien un pays inconnu ou idéalisé.

Notre modèle français permet aux identités de se conjuguer, sans s'opposer ou s'annuler. Pas plus que l'on ne déboulonne Colbert, on ne déboulonne l'identité de ses parents : c'est une partie intégrante de soi. Si l'on fait grandir nos enfants dans une sorte de culpabilité ou de sentiment de non-allégeance, alors on crée non pas une envie de France mais une injonction de choix. Mon choix à moi a été d'aimer la France et de défendre cet idéal d'être français, qui repose sur un socle de valeurs et de principes.





Comment votre goût de l'engagement est-il venu ?

Le leitmotiv de mes parents, dans mon éducation, ça a été « dis-toi en quoi tu peux être utile », mais aussi « sois un acteur, ne subis pas ta vie ». Ma mère était très engagée sur les questions d'éducation auprès d'une ONG internationale. Mon père contribuait à des caravanes médicales dans des zones désertées.

« Le rapport à la nation s'entretient comme une relation d'amour... Si, à la maison, on ne se sent pas fier d'être français, si l'on ne s'entend pas dire que c'est une chance, on perd le sens des grands concepts. »

Je garde un fort souvenir de l'école primaire où j'ai eu la chance de participer, en tant que déléguée des élèves, au conseil d'administration. Rester sur les lieux après la fermeture des portes, s'asseoir autour d'une grande table avec des documents en main, m'a fait ressentir, sans vraiment le verbaliser, que les choses pouvaient évoluer depuis cet endroit. Par la suite, je n'ai cessé d'être déléguée de ma classe, de ma promo à l'université ; j'ai pris un engagement syndical au sein de mon entreprise. Je suis de la génération de 2007, qui s'est engagée auprès de Nicolas Sarkozy parce qu'il défendait dans son discours quelque chose de très méritocratique : on n'est pas condamné à un destin qui enferme. Ce discours-là m'a séduite. Je suis une Française de sang mêlé, mais c'est ça être français, être jugé sur ses actes, et non sur son nom, sa couleur de peau ou l'origine de ses parents.

Le patriotisme paraît central dans votre engagement...

Être patriote, c'est aimer la France, la défendre, être fier, sans être en opposition avec la culture de ses aïeux, lorsque celle-ci est plus lointaine. Renan parlait au sujet de la nation d'un « plébiscite de tous les jours ». C'est pourquoi il faut rappeler à quel point sont essentielles la compréhension de notre histoire et ces étapes du parcours de citoyenneté que sont la démocratie scolaire, les conseils municipaux jeunes, les conseillers, les délégués de classe, les éco-délégués et, demain, le service national universel et le service civique.

Observez-vous un tel désir d'engagement chez les jeunes d'aujourd'hui ?

Il y a en fait un paradoxe. D'un côté, la jeunesse boude les urnes, la démocratie, et, pour autant, elle est d'une sensibilité politique folle. Elle ne paraît plus croire aux institutions et aux symboles, pourtant nécessaires pour vivre pleinement la citoyenneté. On a, par exemple, besoin de marquer les temps de passage, en recourant à des rituels républicains. Or, on reçoit sa carte d'identité ou sa carte d'électeur, sans que rien ne se passe. Quelques maires organisent bien des cérémonies de remise de cartes, qu'il faudrait généraliser. C'est quelque chose d'important que de rentrer dans la communauté nationale et de pouvoir désormais participer à l'expression démocratique. J'appelle de la même manière les professeurs, les proviseurs à faire des cérémonies républicaines pour la remise des diplômes, qui ne sont pas un simple morceau de papier !





On a perdu ces temps de célébration républicaine et l'on a désacralisé la République. Le rapport à la nation s'entretient comme une relation d'amour... Si, à la maison, on ne se sent pas fier d'être français, si l'on ne s'entend pas dire que c'est une chance, on perd le sens des grands concepts.

Qu'est-ce qui explique selon vous ce délitement apparent ?

Il y a une sorte de sentiment d'acquis chez une partie de la population immigrée, qui s'est très bien intégrée et qui, en conséquence, ne « plébiscite » plus tous les jours. Elle a de fait omis de transmettre cette histoire à ses propres enfants. En parlant moins du pays d'origine, elle a laissé la porte ouverte aux fantasmes.

Il y a aussi une offensive idéologique, à la fois politique et culturelle, qui passe par de multiples canaux, au premier rang desquels les réseaux sociaux. Je pense à l'islam politique mais aussi aux courants identitaires qui vont chercher les jeunes et leur proposent une sorte de cadre nouveau, en utilisant des discours très victimaires à leur endroit.

« Les cultures mondiales ne sont ni un danger ni un risque si un socle commun solide existe. »

Si la République, en ses valeurs et principes, n'est pas en tension, si le plébiscite n'est pas en action, si l'on tient l'appartenance nationale pour un acquis, une partie des jeunes peut être aspirée par ces idéologies, qui cherchent par tous les moyens à s'infiltrer dans la société, et notamment à l'école. Or tout ne peut pas reposer sur les épaules des seuls hussards de la République. C'est d'abord la responsabilité des parents qui est entière lorsqu'ils voient sortir de chez eux leur fille ou leur fils, en abaya ou en qamis. L'école est un sanctuaire à protéger.

D'autres influences, plus « softs », ne s'exercent-elles pas non plus, par le biais d'une consommation culturelle ordinaire ?

Oui, aujourd'hui tout le monde consomme le même type de produits culturels sur les grandes plateformes numériques. On voit à quel point les séries influencent l'orientation des jeunes dans leurs études : cuisiniers, agents immobiliers et même fustiers depuis quelque temps ! Mais les cultures mondiales ne sont ni un danger ni un risque si un socle commun solide existe. J'éprouve de grandes réserves à l'égard du modèle américain mais on ne peut lui contester sa capacité à insuffler le patriotisme. Cela, on peine à le faire en France. Il faut pourtant partir du fait que dès lors que le socle de nos fondamentaux est posé, on peut accueillir toutes les cultures que l'on veut. Au contraire, quand on ne dispose pas des principaux repères historiques, n'importe quelle offensive idéologique peut embarquer le tout. Je l'ai vécu à Poitiers, en octobre 2020, lors d'une rencontre avec des jeunes, quelques jours après l'assassinat de Samuel Paty. Des critiques se sont élevées à l'encontre de *la Marseillaise*. Quand une adolescente vous explique qu'il s'agit d'un chant barbare et que le sang des martyrs est celui des musulmans, vous vous rendez compte du besoin fondamental d'Histoire.





« Ma mission est de faire en sorte que chaque jeune se sente utile, se dise qu'il a sa place, qu'il n'est pas assigné en fonction de la relation qu'il a eu avec le système éducatif. »

Les jeunes d'aujourd'hui sont-ils malmenés ?

Il est certain que la situation est difficile, qu'ils vivent de multiples transitions. C'est la génération qui a connu le choc des attentats de 2015, la crise sanitaire et le confinement, le retour de la guerre en Europe. Et puis la crise économique, celle des *subprimes* de 2008, la crise sociale avec les gilets jaunes à partir de 2018... Cela fait beaucoup et rend difficile, quand cela ne la compromet tout simplement pas, la capacité des individus à se projeter dans l'avenir.

Quel est de fait la mission du ministère dont vous avez la charge ?

Le rôle de mon ministère est de rendre possible cette projection. Il faut déjà penser les jeunes dans leur diversité et parler de « jeunesses » au pluriel. Le point commun entre les jeunes de Nantes, de Trappes, de Paris ou de Romorantin, c'est qu'ils vivent les mêmes transitions, les mêmes questionnements sur eux-mêmes, sur leur avenir, leur mobilité, le départ de la maison.

Ma mission est de faire en sorte que chaque jeune, quels que soient sa situation, son capital social ou ses aspirations, se sente utile, se dise qu'il a sa place, qu'il n'est pas assigné en fonction de la relation qu'il a eue avec le système éducatif. Ne pas se définir en fonction de ses notes mais plutôt de ses efforts, de ses actes... et c'est là où l'engagement constitue un puissant vecteur. L'engagement sportif, associatif, citoyen dans sa commune ou auprès des sapeurs-pompiers, des Ehpad... permet d'exister en dehors de sa famille et d'attirer sur soi un regard nouveau.

« Il ne faut pas laisser les autres nous définir et il ne faut pas attendre l'approbation dans le regard de l'autre. »

Dans ce cadre, la question des mobilités est centrale parce qu'en réalité beaucoup de jeunes se déplacent peu. Les jeunes de Romorantin, en grande majorité, n'ont jamais été à Tours. Comment voulez-vous qu'ils se projettent dès lors sur leur pays, dans leur pays ? De nombreux jeunes de la région parisienne ne se rendent jamais à Paris. À Marseille, les jeunes des quartiers nord ne vont pas au Mucem, qui est un lieu culturel magnifique. Quand tu ne fais pas une heure et demie en transport en commun pour aller voir un tel lieu, tu n'envisages même pas une seconde de faire cent kilomètres pour aller faire les études de tes rêves dans un établissement approprié.

C'est l'une des raisons d'être du service national universel que de chercher à favoriser ces mobilités ?





Oui, le SNU, c'est ce temps de rencontre entre les jeunes qui crée de l'unité. C'est un temps où l'on se ressaisit du patrimoine, où l'on appréhende la diversité des territoires, qui permet à chacun d'être fier du sien et donc d'aller chercher aussi cet enracinement, son propre enracinement territorial qui permet de se construire. C'est essentiel pour une génération qui est le fruit de mélanges et qui, au regard du pays d'origine de ses parents, ne se sent pas toujours la bienvenue. Il ne faut pas laisser les autres nous définir et il ne faut pas attendre l'approbation dans le regard de l'autre. La France ce n'est pas ça, la France, c'est la capacité à se regarder soi-même pour être pleinement français. C'est une identité à part entière qui est à construire.

« Ce qui est pour moi le plus grand danger, c'est le fait que notre jeunesse puisse désertier la relation institutionnelle et démocratique. »

Le SNU articule donc une dimension collective et individuelle...

Il s'agit en effet de donner à nos jeunes les moyens de prendre l'ascendant sur leur propre existence, avant les apprentissages plus techniques, parce que si l'on a conscience que son destin dépend de ses actions, de ses choix, et bien on a davantage d'élan. On cesse alors d'être en colère contre quelque chose d'indéfini, contre la France, la société, les institutions... Ce qui est pour moi le plus grand danger, c'est le fait que notre jeunesse puisse désertier la relation institutionnelle et démocratique.

Je n'oublierai jamais cet échange avec Léon Gautier, membre des Français libres, interrogé par des jeunes : « Monsieur, pourquoi avez-vous rejoint le général de Gaulle ? » Et le résistant de répondre : « On m'a appris à aimer la France. » Le SNU, c'est la rencontre des jeunes avec la France telle qu'on la vit et l'hérite, mais avec la volonté de s'enraciner dans quelque chose de plus émotionnel, de charnel. On a besoin d'éléments, de repères, qui transcendent l'expérience individuelle. C'est d'autant plus important à l'heure où les peuples paraissent se diviser.

La mixité sociale est-elle la règle chez les jeunes volontaires qui rejoignent le SNU ?

Cette mixité est évidemment la clé de la réussite du projet, sa pierre angulaire. Elle n'a rien d'évident ou de spontanée, et, de fait, elle n'est pas encore la règle. On a fait suivre ce projet par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire et par une équipe de sociologues. Ils nous ont montré qu'avec la première cohorte, lors du premier séjour de 2019, qui avait rassemblé 2 000 jeunes issus de treize départements, il y avait beaucoup d'enfants des corps en uniforme mais aussi de familles plutôt aisées. La situation a changé depuis. Ce qui fonctionne le mieux, c'est la mixité territoriale. On observe qu'une jeunesse rurale se saisit d'un projet comme celui-là pour pallier le manque d'opportunités que lui réserve son quotidien. Les jeunes issus de territoires ruraux représentent aujourd'hui un tiers des jeunes volontaires.





La jeunesse des quartiers populaires est toutefois sous-représentée, et, là aussi, les enfants qui rejoignent le projet sont ceux dont les parents possèdent le capital culturel le plus élevé – ce critère est bien plus déterminant que l'origine géographique elle-même. On trouve de nombreux enfants de fonctionnaires, d'enseignants ou de corps en uniforme, mais encore trop peu d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Quelles expériences vit-on avec le SNU ?

Au cours d'un séjour d'une durée de deux semaines, le jeune aborde les thèmes républicains, le lever le drapeau, le chant de *la Marseillaise*, des temps de cohésion par le sport, des temps de découverte du patrimoine mémoriel et culturel du département où ils se trouvent. Des temps, aussi, de débat. Les termes de sujets ayant trait aux valeurs et principes de la République – la laïcité, l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les discriminations, les libertés... – sont précisés et expliqués.

« On trouve aujourd'hui plus de filles au SNU que de garçons. Nous sommes en train de vivre un temps émancipateur où les filles se saisissent d'opportunités qui, jusque-là, leur étaient interdites. »

Après ce séjour, il y a ensuite une mission d'intérêt général qui peut s'effectuer dans un Ehpad, une collectivité, une association, à la gendarmerie... C'est la même durée, douze jours ou 84 heures. Et puis, enfin, ce qui correspond à l'investissement le plus long, l'investissement dans la coopération internationale, le volontariat, en entreprise, dans une administration, la coopération et la solidarité dans le cadre d'une ONG ou encore dans le cadre européen avec le Corps européen de solidarité, le service civique, le service civique européen ou enfin nos réserves.

Les filles sont-elles autant attirées par le service que les garçons ?

On trouve aujourd'hui plus de filles au SNU que de garçons. Nous sommes en train de vivre un temps émancipateur où les filles se saisissent d'opportunités qui, jusque-là, leur étaient interdites. C'est intéressant de regarder les modèles européens, avec des services qui restent encore aujourd'hui exclusivement réservés aux garçons. Nous avons voulu au contraire construire un projet qui, dans son enracinement, soit intrinsèquement juste, et mette sur un même pied d'égalité les filles et les garçons.

Qu'est-il prévu pour les territoires périphériques où l'on a du mal à attirer les volontaires ?

On investit massivement dans la « culture défense ». On peut aujourd'hui arrimer une classe avec un régiment qui ne stationne pas dans le département, ou, ce qui est assez nouveau, avec des musées militaires. Cela permet d'infuser un esprit de défense plus fort déjà et de ne pas laisser des déserts militaires s'installer dans le temps.

Qu'en est-il des départements et régions d'outre-mer ?





Ils bénéficient du dispositif spécifique des régiments de service militaire adaptés (RSMA). Ils offrent la possibilité à des jeunes filles et de jeunes garçons de rejoindre effectivement des établissements avec un encadrement militaire et un dispositif d'insertion socioprofessionnelle. Le RSMA s'adapte à la réalité de chaque territoire ; celui de la Réunion diffère de celui de la Nouvelle-Calédonie, dans son organisation et son fonctionnement. L'objectif est le même parce que la République est indivisible mais l'organisation s'adapte à la réalité géographique.

Beaucoup de nos jeunes ignorent qu'il existe aussi un service militaire volontaire en métropole, qui offre la possibilité d'avoir des temps d'engagement plus approfondi. L'ensemble de ces dispositifs permet de créer une sorte de plateforme commune mêlant éducation civique et morale, citoyenneté, civisme et engagement associatif, et, enfin, « culture défense ».

Le SNU, qui s'adresse à des jeunes de 15-17 ans, garantit la découverte de toutes ces formes d'engagement. Les jeunes ne doivent pas être laissés dans l'ignorance des possibilités qui existent.

Vous avez deux tutelles qui sont le ministère de l'Éducation nationale et celui la Défense. Ne pourrait-on vous reprocher un angle défense trop prononcé ?

L'objectif n'est pas de militariser le service national. Ça pourrait l'être, en ce qui concerne certains dispositifs, mais là, ce n'est pas le cas : pour réussir, j'ai besoin de la mobilisation de tous. Je dois reconnaître que la mobilisation du monde artistique est encore limitée. La manière d'embarquer les jeunes est assez nouvelle mais il nous reste à intégrer la musique, le spectacle vivant ou encore l'art numérique dans nos formations.

| « Il faut insister sur la modernité de la laïcité. »

C'est une bataille culturelle qui se joue aujourd'hui. Le temps est venu de reconquérir les cœurs de notre jeunesse. Et, pour ce faire, on a besoin de souvenirs communs, d'une culture commune. On aurait besoin de grands films, de spectacles, de musique, quelque chose qui permette de fixer le débat citoyen, alors que notre jeunesse regarde beaucoup du côté anglo-saxon.

Vous souhaitez mettre un accent particulier sur la laïcité...

Je crois qu'il faut aussi accepter que ce qui apparaissait pour ma génération ou les précédentes comme un acquis, une évidence, n'apparaisse plus exactement comme tel et qu'il faille l'expliquer. Il faut insister sur la modernité de la laïcité. Aujourd'hui il n'y a pas un jeune qui ne va pas vous citer, dans les trois ou quatre priorités ou causes qui lui tiennent à cœur, l'environnement, l'égalité femmes-hommes, la dignité humaine... et l'on sait très bien que, concernant l'égalité femmes-hommes, la question de la laïcité est centrale, notamment en ce qui concerne la maîtrise de son propre corps.





Mais c'est plus globalement la question de l'universalisme et celle de l'égalité des droits qui sont sous-jacentes. Égalité de l'accès à l'éducation, à la santé, au sport, aux droits essentiels... sur l'ensemble du territoire et même au-delà, bien sûr, puisque l'héritage des Lumières est quelque chose qui transcende très largement nos frontières. Il faut aujourd'hui redoubler de mobilisation pour défendre ces principes, à l'heure d'offensives fortes.

Étiquettes : ImmigrationLaïcitéMulticulturalismePrincipes républicainsService national universelSNU

